

L'Allemagne championne du monde des impôts

écrit par Nicolas Faure | 6 juin 2023





*Le sujet devrait prochainement embraser la vie politique en Allemagne et ailleurs, à savoir la complexe question de la « **Déduction de l'impôt des frais liés à la prise en charge d'un proche à l'étranger** » .*

C'est précisément le titre de la « petite question » que Kay Gottschalk, porte-parole du groupe AfD au Bundestag pour les questions financières, a adressée le mois dernier au gouvernement fédéral.

Dans cette demande, le groupe de l'AfD interrogeait le

gouvernement sur le montant total des frais d'entretien de proches vivant à l'étranger déductibles des impôts depuis 2010, ou encore sur la manière dont les services fiscaux contrôlent l'exactitude des données relatives aux revenus imputables de ces proches vivant à l'étranger ;

en principe, la loi allemande impose des exigences strictes pour la prise en compte fiscale des pensions alimentaires versées à des personnes à l'étranger : il faut par exemple présenter des attestations ou, le cas échéant, des déclarations de revenus non imposables pour ceux provenant de pensions, de salaires, etc .

En outre, une déduction des frais n'est possible que si une personne est à la charge d'un parent en ligne directe (parents ou enfants).

Si le gouvernement allemand refuse maintenant de fournir de telles informations parce qu'il n'a pas assez de données et de statistiques « à disposition », on peut soupçonner que les politiciens de la coalition gouvernementale veulent cacher quelque chose, et probablement le fait que les déductions fiscales deviennent une pratique courante, dans laquelle des montants de plus en plus conséquents payés à l'étranger sont déduits de l'impôt.

Toutes ces données devraient pourtant être présentées de manière transparente et exhaustive à tous les niveaux de l'administration.

Si de plus en plus d'argent est envoyé à l'étranger et que de tels montants peuvent être systématiquement déduits de l'impôt, cela représente un manque à gagner considérable pour l'État, auquel vient s'ajouter le coût de l'immigration dans les systèmes de protection sociale.

Par conséquent, il manquera toujours plus d'argent pour faire face aux conséquences de l'immigration non réglementée et intrusive dans les systèmes sociaux.

Parallèlement, l'État ,insatiable, prélève toujours plus sur ce que les citoyens actifs gagnent durement jour après jour.

Nicolas Faure

<https://opposition24.com/author/faure/>